

## **Contrat d'Etablissement Pluriannuel révisé entre l'Etat et l'Université du Luxembourg 2014 - 2017**

Entre l'Etat représenté par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'une part ;

et l'Université du Luxembourg représentée par le Président du conseil de gouvernance ainsi que par son Recteur, d'autre part;

vu la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, notamment les articles 43, 44 et 46 (1),a;

vu le plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, arrêté par le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg lors de sa séance du 16 novembre 2013 ;

considérant le rapport d'évaluation externe de l'Université du Luxembourg émis par le comité d'évaluation externe en mars 2013 ainsi que son rapport de suivi en mars 2015 ;

considérant l'évaluation du contrat d'établissement pluriannuel entre l'Etat et l'Université du Luxembourg pour les années 2010-2013 et la prise de position effectuée par le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg en sa séance du 14 décembre 2013 ;

considérant l'avis émis par le conseil universitaire réuni le 1<sup>er</sup> mars 2016 ;

considérant la prise de position effectuée par le conseil de gouvernance en sa séance du 12 mars 2016 ;

considérant que les contractants ont convenu du principe d'une révision du présent contrat à mi-temps, à savoir pour le 31 décembre 2015 au plus tard ;

il est établi le présent contrat d'établissement.

**Art.1<sup>er</sup>.** Le présent contrat définit le cadre général pour l'attribution des contributions financières de l'Etat sous forme de dotation globale en vue du financement des activités de l'Université du Luxembourg telles que définies ci-après.

**Art.2.** Le présent contrat d'établissement pluriannuel est conclu avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour une durée de 48 mois. Il cessera ses effets de plein droit le 31 décembre 2017.

## **Chapitre 1<sup>er</sup> de la recherche**

### **Art. 3. Les priorités de recherche**

(1) La politique scientifique de l'Université s'inscrit dans une démarche visant à définir le profil de l'Université autour de priorités liées au rayonnement des unités de recherche à forte visibilité. Il est veillé à un juste équilibre entre les activités de recherche à fort potentiel d'innovation technologique et les sciences humaines. Ces priorités scientifiques sont les éléments clés de la lisibilité du potentiel scientifique de l'établissement. Ils constituent le cadre de réflexion en ce qui concerne la politique des emplois, la gestion des ressources humaines et le renforcement progressif des forces scientifiques de l'établissement.

(2) Les priorités scientifiques centrales sont les suivantes :

- computational sciences;
- le droit et plus particulièrement le droit européen ;
- la Luxembourg School of Finance et le transfert des connaissances dans ce domaine ;
- educational sciences.

Une révision de la stratégie et de l'organisation de la Luxembourg School of Finance (LSF) ainsi qu'un plan d'action pour leur mise en œuvre seront élaborés en 2016. Ensemble avec le centre interdisciplinaire SnT, la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication (FSTC), et l'Unité de Recherche en Droit de la Faculté de Droit, d'Economie et de Finance (FDEF), la LSF développera de manière durable le domaine des technologies financières (Fintech), en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés.

(3) Les deux centres interdisciplinaires « Security, Reliability and Trust (SnT) » et « Luxembourg Centre for Systems Biomedicine » sont soutenus dans leur potentiel de développement en veillant à l'équilibre entre une recherche de base et son application. Ils bénéficient chacun de l'apport d'un conseil consultatif scientifique.

LCSB : Le centre interdisciplinaire LCSB coordonnera la participation luxembourgeoise à l'infrastructure de recherche européenne Elixir dont il sera le nœud luxembourgeois.

SnT : Le centre interdisciplinaire SnT est appelé à jouer un rôle important dans le développement du domaine des technologies financières (Fintech), en étroite collaboration avec la LSF, la FSTC et l'Unité de Recherche en Droit de la FDEF.

L'Université mettra en place au cours de l'année 2016 son troisième centre interdisciplinaire « Institut d'Histoire du Temps Présent » (IHTP) avec l'histoire contemporaine du Luxembourg comme le domaine thématique prioritaire.

En vue de donner du support à la mise en place de l'IHTP, l'Université intégrera le Centre virtuel sur la connaissance de l'Europe (CVCE), le Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman (CERE) et le volet recherche du Centre de documentation et de recherche sur l'Enrôlement forcé et du Centre de documentation et de recherche sur la Résistance.



(4) Dans un souci d'une bonne et efficiente gestion des deniers publics et d'une complémentarité thématique et opérationnelle entre les acteurs, l'Université du Luxembourg se concerta avec les centres de recherche créés en vertu de la loi du 9 mars 1987 ainsi que le CEPS créé par la loi du 10 novembre 1989, respectivement leurs successeurs légaux, dans les domaines suivants :

- matériaux,
- développement durable ;
- technologie de l'information ; high performance computing,
- biomédecine,

Cette concertation aboutit à l'établissement d'un plan stratégique commun par domaine d'activité cité ci-avant établi sur une période de 10 ans et disponible avant 2016. Le plan stratégique détermine la spécialisation propre à chaque établissement, la possible mise en place de plateformes communes d'activités y incluant la valorisation, et une démarche concertée en matière d'acquisition et d'exploitation d'infrastructures onéreuses.

Pour la période 2016-2017 8 professeurs conjoints/honoraires avec les CRP seront recrutés et 5 programmes d'éducation doctorale conjoints avec des partenaires nationaux seront initiés.

Une initiative commune entre le LCSB et le Luxembourg Institute of Health dans le domaine de l'immunologie translationnelle sera créée en 2016.

(5) S'agissant de la valorisation de la recherche sur base de spin-offs, l'Université, à partir d'une expérience pilote au sein du Centre interdisciplinaire SnT encourage, la valorisation de la recherche prenant en charge les domaines suivants : sensibilisation et formation des chercheurs, ingénierie de la recherche partenariale, ingénierie de la propriété intellectuelle, recherche de fonds et ingénierie du transfert de technologies.

(6) L'Université met en place le centre de recherche et de transfert « Luxembourg Centre for Educational Testing (LUCET) » ayant la mission principale de faire le monitoring des acquis des élèves de l'école luxembourgeoise basé sur une collecte de données à base longitudinale avec une périodicité biannuelle pendant la période de la scolarité obligatoire (1-3-5-7-9).

Le domaine des sciences de l'éducation est renforcé en 2016/17. L'Université crée en 2016 un nouveau centre avec la dénomination Luxembourg Centre for School Development (LuCS). La mission du LuCS sera de supporter et de coordonner les activités de recherche dans le domaine de l'éducation entreprises en collaboration avec le MENJE.

(7) L'Université met en place le Luxembourg Center of Logistics en coopération avec le Massachusetts Institute of Technology et qui sera incorporé dans la Faculté de Droit, d'Économie et de Finances. Le Luxembourg Center of Logistics collaborera également étroitement avec la FSTC.

#### **Art. 4. Les indicateurs**

La qualité et l'efficacité de la recherche se définissent par les indicateurs suivants :

- l'intensité de publication dans des revues ou « proceedings » à comité de lecture : 2 publications par année et par enseignant-chercheur/membre du corps intermédiaire<sup>1</sup> en équivalent « recherche ETP »;

---

<sup>1</sup> Par corps intermédiaire, il faut entendre les post-doctorants et les doctorants en 3<sup>ème</sup> année de doctorat

- le nombre de publications dans des revues avec un facteur impact <sup>2</sup>:
  - 10 publications à facteur d'impact supérieur à 10
  - 10 publications à facteur d'impact supérieur à 5
  - 10 publications à facteur d'impact supérieur à 2
- le nombre de thèses soutenues : 270;
- le nombre de livres publiés et édités : 250
- le nombre de brevets : 20
- le nombre de licences : 6
- le nombre de spin-offs : 4
- le nombre de chaires professorales : 5
- les recettes générées par la valorisation de la recherche : indicateur à construire.
- quatre bourses ERC.

Ces mêmes indicateurs sont notamment utilisés pour déterminer la partie du salaire des enseignants chercheurs qui n'est pas fixe.

## Chapitre 2 de l'enseignement

### Art. 5. La charte pédagogique

(1) L'Université propose une offre de formation innovante et ouverte au service de la réussite de tous les étudiants. Cette volonté de l'Université se traduit dans une charte pédagogique, cette dernière constituant l'acte d'engagement de l'Université en faveur :

- du développement de projets pédagogiques ;
- du développement des ressources humaines ;
- de l'évaluation des enseignements ;
- de la valorisation de l'activité pédagogique ;
- de la veille sur les méthodes pédagogiques innovantes.

(2) Afin de promouvoir le *e-learning* l'Université incite à créer, pour des unités d'enseignement, un espace de cours permettant aux étudiants d'avoir accès à des ressources en ligne complémentaires aux cours en présentiel.

### Art. 6. L'offre de formation

(1) L'Université est pluridisciplinaire, multilingue et elle fonde ses enseignements sur la recherche pour toute formation et à tout niveau et, pour ce qui est des formations professionnelles, de l'adéquation aux profils professionnels auxquels préparent ces formations. Les milieux professionnels concernés sont associés à l'élaboration de ces mêmes programmes.

(2) L'Université favorise la mise en place de formations menant au grade de master et au grade de doctorat. Les bachelors, les masters et les doctorats s'appuient sur les axes de recherche de l'Université. Le nombre de programmes « bachelor » n'augmente pas par rapport au nombre de programmes « bachelor » offerts à l'échéance du contrat d'établissement 2009-2013. Toutefois, certains programmes « bachelor » peuvent être soumis à une redéfinition de leurs objectifs et de leurs contenus.

---

<sup>2</sup> Il est entendu que la qualité des publications dans certaines unités de recherche au sein de l'Université, voire des priorités de recherche, ne peut pas être mesurée par le facteur impact des revues. Avec les résultats de l'évaluation externe de la recherche selon les articles 20 et 21 de ce contrat, l'Université s'engage à développer un système d'indicateurs pour la qualité scientifique de ses publications plus appropriés à la diversité de ses disciplines.



#### **Art.7. Les indicateurs**

- (1) Le taux visé d'étudiants inscrits dans les formations de master et de doctorat est de 37% des étudiants inscrits dans les formations « Bologne ».
- (2) En 2017, le nombre cumulé de diplômes de « bachelor » délivrés est de 2'160, celui de diplômes de « master » 1'160.
- (3) Le taux « heures d'enseignement organisées par an/nombre d'étudiants » est fixé à un maximum de 22 heures organisées par étudiant.
- (4) Le seuil minimum d'inscriptions semestrielles pour un programme de « bachelor » ou de « master » est de 15 inscriptions en moyenne sur trois ans, sauf pour les trois premières promotions d'un nouveau programme.

#### **Art. 8. La médecine**

- (1) La mise en place d'une formation en médecine est explorée davantage jusqu'à l'échéance de l'été 2016.
- (2) Le Gouvernement développera la formation postuniversitaire des médecins en médecine générale et l'intégrera dans le cursus de l'Université.

#### **Art.9. Le taux de réussite et l'employabilité**

- (1) Afin d'augmenter le taux de réussite des étudiants l'Université met en place un système de monitoring lui permettant d'avoir une connaissance précise du moment et des raisons de décrochage.
- (2) Les formations répondent au critère de l'employabilité. A cet effet, l'Université met en place un système lui permettant d'avoir une connaissance précise des emplois de ses diplômés. Les résultats permettront à l'Université, en cas de besoin, de réviser les programmes d'études afin d'améliorer l'employabilité des étudiants.

#### **Art.10. Les critères européens**

- (1) La mise en œuvre des crédits ECTS (European Credit Transfer System) est effective avec un volume visé de 7000 crédits au plus. Avec chaque diplôme, l'Université délivre le Supplément au diplôme.
- (2) Les programmes de formation sont définis en termes d'objectifs d'apprentissage (learning outcomes) convergents avec ceux du cadre national de qualifications.
- (3) L'offre de formation vise également la mise en place de diplômes conjoints délivrés notamment dans le cadre de réseaux de coopération interuniversitaire.

### **Chapitre 3 des principes fondamentaux suivant l'article 3 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg**

#### **Art. 11. Interdisciplinarité**

Pour accompagner la diversité des thématiques de recherche et pallier la multiplicité des laboratoires, l'Université favorise l'émergence d'axes de recherche transdisciplinaires voire trans-composantes, dans le but de stimuler, entre les équipes de recherche, les coopérations internes et externes dans le domaine des sciences sociales.

#### **Art. 12. Mobilité**

(1) Pour les formations de bachelor, la mobilité des étudiants s'étend sur 30 ECTS au minimum avec en moyenne une reconnaissance de 25 ECTS par étudiant, le grade de bachelor étant délivré par l'Université.

(2) Un taux de 75% de mobilité des étudiants au-delà de la Grande-Région est visé.

(3) L'Université favorise l'accueil d'étudiants étrangers dans le cadre de partenariats. Le taux visé d'étudiants sortants /étudiants rentrants est de 3/1.

(4) Le centre de mobilité pour les chercheurs - EURAXESS

L'Université assurera, en concertation avec les autres institutions de recherche, la gestion du centre de mobilité EURAXESS pour les chercheurs.

#### **Art. 13. Multilinguisme**

(1) Toutes les formations sont au moins bilingues, deux langues parmi les trois suivantes étant choisies : allemand, anglais, français, sauf si une ou plusieurs langues s'imposaient par l'objectif du programme de formation.

(2) Toutefois, dérogation peut être faite pour 50% des formations au niveau de master dont la langue d'instruction est l'anglais.

(3) Les exigences en matière de maîtrise des langues sont définies clairement pour chaque programme.

#### **Art. 14. Tutorat**

L'Université renforce le tutorat en première année de bachelor et au 1<sup>er</sup> semestre de master.

#### **Art.15. Lifelong learning**

(1) L'université donne plus de visibilité aux différentes actions déjà conduites dans le domaine de l'apprentissage tout-au-long de la vie et se donne les moyens d'être plus présente sur le terrain de la formation qualifiante et diplômante de haut niveau en direction des entreprises et des différentes demandes de formation émanant de publics en reprise d'études, de publics en recherche de la validation des acquis de l'expérience, ou stagiaires en contrat de professionnalisation,

(2) Certaines offres de formation sont offertes en horaire décalé permettant ainsi l'accès à l'apprentissage tout-au-long de la vie.

### **Chapitre 4 de l'administration**

**Art.16.** (1) L'Université conforte un pilotage et une gestion de qualité pour accompagner les objectifs de l'Université. A cette fin, la mise en œuvre d'une comptabilité analytique permet de piloter l'évolution des coûts et la responsabilisation des centres de dépenses identifiés, et ce dans le but du « full cost modelling ». L'Université porte une attention soutenue à la démarche de pilotage des différents projets.

(2) Dans la gestion de ses personnels, l'Université veille à un juste équilibre dans la représentation des sexes, notamment pour ce qui est de la carrière des professeurs.



L'Université entend porter une attention accrue à l'assurance de l'égalité des chances en développant un plan d'action de l'égalité des chances et des instruments dans le recrutement et la carrière des chercheurs.

## Chapitre 5 des effectifs et des moyens

**Art.17.** (1) Eu égard à l'intérêt de la réalisation des activités visées et en contrepartie des engagements pris par l'Université, l'Etat accorde dans le cadre de la présente convention, et sous réserve du vote par la Chambre des Députés des lois budgétaires relatives aux exercices 2014, 2015, 2016 et 2017 une contribution financière sous forme de dotation globale annuelle dont le volume global pour la période 2014 – 2017 est de 590,67 millions d'euros, se répartissant comme suit :

- 2014 : €'128'694'000
- 2015 : €'148'235'000<sup>3</sup>
- 2016 : €'154'236'500

Dont

€'2'500'000 pour la mise en place du Luxembourg Center of Logistics

€'1'600'000 pour la mise en place du centre interdisciplinaire IHTP

€'480'000 pour la formation postuniversitaire en médecine générale

- 2017 : €'158'938'000

Dont

€'3'000'000 pour la mise en place du Luxembourg Center of Logistics

€'3'800'000 pour la mise en place du centre interdisciplinaire IHTP

€'580'000 pour la formation postuniversitaire en médecine générale

Les montants 2016 et 2017 dédiés au Luxembourg Center of Logistics et au centre interdisciplinaire IHTP qui n'ont pas encore été utilisés au terme de la présente convention seront repris au-delà du 31 décembre 2017 dans le prochain contrat d'établissement aux mêmes fins.

Ces contributions financières sous forme de dotation n'excluent pas l'attribution de moyens financiers publics supplémentaires, en provenance d'autres crédits budgétaires<sup>4</sup>.

(2) La masse salariale de l'Université ne peut excéder, pour ce qui est des postes structurels, 66% de la contribution régulière de l'Etat.

(3) Outre la dotation globale, l'Université s'engage sur une croissance cumulée de 30% du financement externe pendant la période 2014- 2017 par rapport à l'exercice 2013 correspondant à un volume global de 145 millions d'euros.

(4) Pour le financement externe de la mission de recherche, l'Université s'engage sur un taux de 14% provenant des programmes de recherche 7<sup>e</sup> programme cadre et Horizon 2020 de l'Union européenne et de l'ESA correspondant à un volume global de 20 millions d'euros.

(5) La contribution financière de l'Etat est réservée à l'exécution des activités visées dans le présent contrat et dans le plan quadriennal de l'Université adapté. Sous réserve du versement à l'Université de la contribution financière telle que prévue par le présent contrat, l'Université

<sup>3</sup> En outre 768'044 pour le remboursement de la sécurité sociale d'étudiants de pays tiers

<sup>4</sup> Donc ces montants n'incluent pas non plus les créances existantes ou à venir liées à des activités, paiements ou prestations que l'université aurait payées, fournies ou réalisées pour le compte du gouvernement ou d'organismes en dépendant.

s'engage à prendre les dispositions adéquates et raisonnables pour l'atteinte des objectifs prévus en développant un budget disponible dans un délai de trois mois à compter de la date de la signature du présent contrat d'établissement.

**Art.18.** (1) Les contributions annuelles de 2016 et de 2017 se décomposent en quatre tranches :

- une première tranche de 30 % du montant annuel à verser le 15 février de chaque année, sous condition par l'Université de remise du rapport dit annuel visé au paragraphe 3 de l'article 44;
- une deuxième tranche de 30 % du montant annuel à verser le 15 mai de chaque année, sous condition par l'Université de remise du rapport visé au paragraphe 5 de l'article 50, y compris les comptes de fin d'exercice et le rapport du réviseur d'entreprises agréé des indicateurs financiers ;
- une troisième tranche de 20 % du montant annuel à verser le 15 août de chaque année ;
- le solde de 20% à verser le 15 octobre de chaque année.

(2) Le versement des contributions de l'Etat à l'Université, tel que prévu par le présent contrat, peut être suspendu pour l'avenir au cas où l'un des rapports visés aux articles 18(1) et 19(1) n'ont pas été fournis après l'écoulement d'un délai de trois mois après une mise en demeure du ministère, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Chapitre 6 de l'exécution du présent contrat**

**Art.19.** (1) Un rapport sur l'exécution par l'Université du présent contrat d'établissement est adressé annuellement pour le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivant l'exercice visé au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. En cas de constat d'écarts importants entre les objectifs visés et l'atteinte de ces derniers des mesures correctrices peuvent faire l'objet d'un avenant au présent contrat.

(2) Pour le 1<sup>er</sup> décembre 2017, l'Université remet au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche un rapport sur l'exécution du présent contrat au regard des objectifs poursuivis incluant une présentation chiffrée des indicateurs et un descriptif des activités réalisées.

**Art.20.** Conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, une évaluation externe des activités de l'Université est visée au paragraphe 2 de l'article 43. L'évaluation externe se fait en 2016 et le rapport est disponible au printemps 2017.

L'Université s'engage à coopérer et à mettre à disposition toutes les informations nécessaires à l'évaluation.

**Art.21.** Dans le cadre de l'évaluation externe, l'Université démontrera que des progrès ont été réalisés plus particulièrement dans le domaine de l'enseignement et de la recherche.

#### **Chapitre 7 des dispositions finales**

**Art.22.** L'Université signale sans délai à l'Etat, en lui fournissant toutes précisions utiles, tout événement susceptible de porter préjudice à l'exécution de la présente convention. Les parties fixent d'un commun accord les mesures à prendre.



